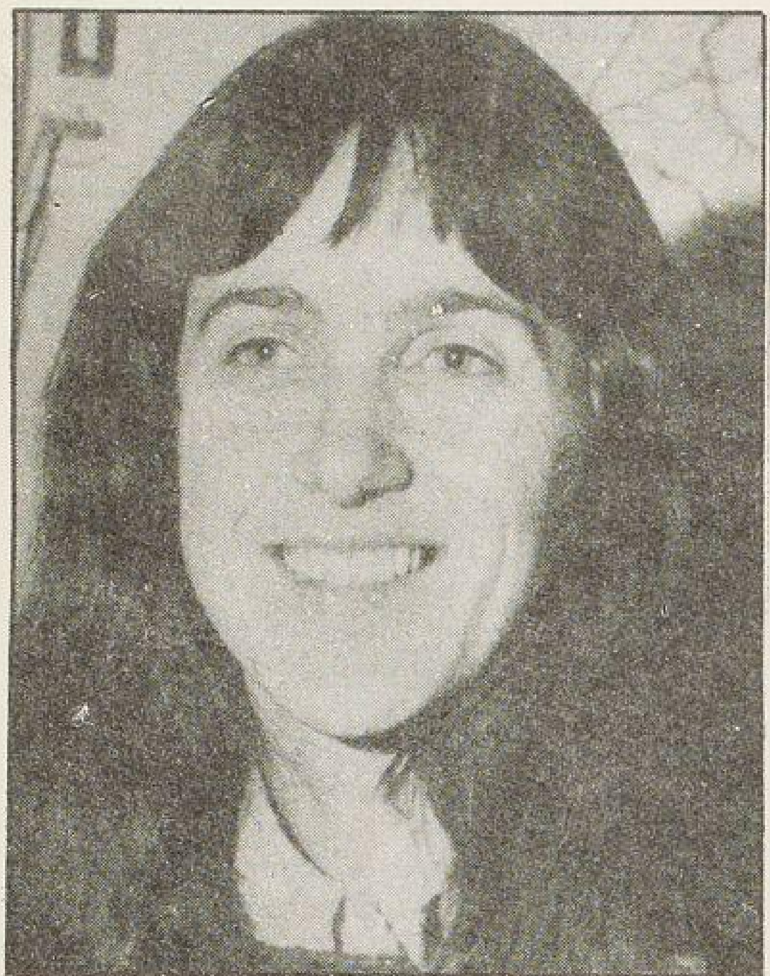


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

MEURTHE ET MOSELLE - 1ere circonscription

CICOLELLA Marie-Th

Ouvrière du livre

Suppléant : ENCLOS Philippe
Ouvrier métallurgiste

Travailleuses, Travailleurs,

Circonscription ouvrière aux riches traditions de lutte, notre circonscription de Nancy-Nord est l'une des plus touchées par la crise.

Les patrons de la sidérurgie et de la métallurgie qui, en période d'expansion, poussant au maximum à la production, ont exploité, usé plusieurs générations de travailleurs, imposant aux familles le rythme épuisant du travail posté et des feux continus, responsables chaque année de plusieurs accidents mortels, ayant tiré le maximum de profit de la sueur des sidérurgistes et métallos, voudraient aujourd'hui nous imposer le licenciement et le chômage.

Et s'ils déguisent aujourd'hui ces menaces en «suppressions d'emplois» à Pompey, en «mutations» à Delattre, s'ils tentent même d'imposer le silence sur les licenciements passés et à venir comme Boileau, patron de la GCL, c'est que les travailleurs de notre circonscription n'ont pas l'habitude de subir sans riposte les attaques patronales.

Souvenons-nous des grandes grèves de 67 dans la sidérurgie, avec la marche sur Nancy des ouvriers de Pompey et de leurs familles. souvenons-nous de l'occupation de la plupart des usines en 68, de la grève de trois semaines en 72 à la GCL. Et depuis, nous avons plusieurs fois engagé avec force la lutte : contre les accidents du travail, pour la suppression du samedi de nuit, pour des augmentations de salaires, contre la répression des délégués du personnel et, récemment encore, pour l'indemnisation du chômage partiel à Pompey.

A Permali en 77, en pleine période électorale, nous avons fait grève victorieusement contre les licenciements. Et si aujourd'hui les métallurgistes, à Chavanne, Decattre, Lafarge, à la GCL, à Pompey, se demandent comment engager la lutte contre le chômage ; et si à présent certains se demandent s'il est vraiment possible de faire reculer la bourgeoisie, qui en est responsable ?

Le député sortant, Servan-Schreiber, soutenu par un patron de choc de Nancy, propriétaire du journal local le plus lu de la région, n'affiche que mépris et ignorance des difficultés de la classe ouvrière de notre région, car de ces difficultés, n'en est-il pas responsable ?

Face à lui, les représentants des partis de gauche n'ont certes pas beaucoup de mal à apparaître plus préoccupés de nos problèmes.

Mais PS ou PC, qu'ont-ils fait pour organiser une riposte offensive au plan de restructuration de la sidérurgie ? En se querellant sur les nationalisations avec le PS, en organisant un référendum sur cette question à la porte des usines, le PC nous a fait mijoter, laissant croire que seule une victoire électorale en mars 78 garantirait l'emploi des sidérurgistes.

Mais aujourd'hui, nous en avons assez : Usinor est fermé, 20 000 licenciements ont déjà été annoncés dans la région, et maintenant c'est au tour de la métallurgie.

Et maintenant, beaucoup d'entre nous s'interrogent : avec ou sans la gauche, avec ou sans nationalisations, comment empêcher les licenciements dès maintenant, comment construire demain une société sans chômage, où les travailleurs puissent enfin organiser la production selon leurs besoins ?

En commençant à occuper leur usine et en appelant à la solidarité ouvrière pour s'opposer à la fermeture, les ouvrières de chez Glotz (Nancy) nous montrent la voie : compter sur nos luttes, sans attendre le résultat des élections et quels que soient demain les partis au pouvoir, engager une offensive d'ensemble contre la crise.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.

C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 1ere circonscription de Meurthe et Moselle

CICOLELLA Marie Th.

28 ans, mère de famille issue d'une famille ouvrière de Champagne, je suis ouvrière à l'imprimerie Berger-Levrault de Nancy. J'habite le Haut du Lièvre, l'une de ces cités-casernes de Nancy, construite à la hâte et à moindres frais pour y entasser les travailleurs, empêchant par la minceur des cloisons un véritable repos et ne laissant à nos enfants, pour jouer, que le béton des parkings et le danger des voitures.

En 72-73, je participe à la création du Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception.

Dans mon entreprise, en butte il y a un an à la répression d'un chef particulièrement odieux surtout avec les ouvrières, c'est grâce à la solidarité de camarades de travail et de la section syndicale que nous avons pu mettre en échec une menace de licenciement.

Militante communiste, j'ai à cœur de mener le débat, y compris avec les militants du PCF, sur la manière d'engager la lutte contre la crise et les fausses solutions de la gauche, sur la perspective du socialisme en France.

SUPPLÉANT

PHILIPPE ENCLOS 27 ans, marié, habitant Pompey, il est ouvrier ajusteur à la Grande Chaudronnerie de Nancy. Il participe à la mise en place d'une section syndicale qui se mobilise contre le plan de 25 licenciements annoncé pour le printemps (après les élections). Son patron, M. Boileau, menace de porter plainte contre lui pour tenter de faire passer ces licenciements en douceur. Défendre sa candidature, c'est défendre la liberté d'expression des travailleurs face à leurs patrons.

Imprimerie IPCC Paris